



Afrocentricité Groupe d'influence
Afrocentricity Think Tank

www.afrocentricity.info
info@afrocentricity.info

DEUTSCHE WELLE – LA VOIX DE L'ALLEMAGNE

<https://m.dw.com/fr/les-alternatives-existent-yves-ekou%C3%A9-ama%C3%AFzo-%C3%A9conomiste/av-60432396>

Nom de l'invité : Dr. Yves Ekoué AMAÏZO

Nom du Journaliste à la Rédaction française : Mme Carole ASSIGNON

Adresse: Deutsche Welle (DW). Kurt-Schumacher-Str. 3. 53113 Bonn. Allemagne

E : carole.assignon@dw.com

Emission :

Vendredi 14 janvier 2022

Sujet : L'impact des sanctions économiques sur le Mali.

En 2020, le Mali a subi de plein fouet l'impact négatif de la COVID-19 qui est venu s'ajouter à la crise sécuritaire, sociopolitique. Suite au coup d'État d'août 2020, et les différents ajustements « militaires », les sanctions de la CEDEAO, puis de nombreux pays avec en tête la France, ont été imposées au pays, ce qui a eu pour conséquence directe, de ralentir les activités économiques, notamment tous les secteurs qui font vivre la grande majorité des Maliens, à savoir l'énergie, les transports, l'hôtellerie, l'industrie, la restauration, l'agriculture et le commerce. Le véritable problème en dehors du terrorisme de ce pays est celui de la corruption.

Le taux de pauvreté demeure élevé et les dispositifs d'assurance-sociale ou de protection sociale sont faibles, voire inexistantes.

Si l'économie malien a chuté de -1,6 % en 2020, le Fonds monétaire international estime qu'un redressement pourrait avoir lieu en 2021 avec 4,0 % de croissance économique, puis 5,3 % en 2022. L'inflation a été faible en 2020 avec 0,5 % alors qu'en 2021, les estimations pour 2021 furent de 3.0 et celles de 2022 sont estimées à 2,0 %. Mais cela pourrait ne plus demeurer crédible les conditions qui ont conduit à la volonté de certains d'asphyxier le Mali ne trouve pas une issue favorable au Peuple malien.

Les réserves internationales du Mali ne sont pas documentées, mais sont estimés à au moins 6 mois d'importation en toute autonomie. Mais, la déstabilisation du pays par des forces extérieures comme intérieures doit pouvoir être juguler avec un appui étranger non hypocrite. Mais tout le monde s'accorde sur le fait que les perturbations que les sanctions économiques vont déclencher tant pour le Mali que les pays qui appliqueront ces sanctions, devraient non seulement limiter les approvisionnements pour les populations maliennes, et réduira de fait les échanges intra-régionaux. Mais ce sont les populations les moins favorisées qui seront touchées.

Dr. Yves Ekoué AMAÏZO, Directeur Afrocentricity Think Tank

Source : © Afrocentricity Think Tank

Mots-clés : Afrique, CEDEAO, corruption, coup d'Etat, Diaspora, France, Mali, sanctions économiques, UEMOA.



QUESTIONS DE DEUTSCHE WELLE (Français)

Journaliste Deutsche-Welle : Mme Carole Assignon

1. Jusqu'à quel degré les sanctions économiques de la CEDEAO peuvent avoir un impact sur l'économie du Mali ?

YEA. Je vous remercie pour l'invitation.

C'est le 9 janvier à Accra, réunie en session extraordinaire que la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest a confirmé ses sanctions contre le Mali. Rappelons que la CEDEAO a supprimé en catimini le « mot » développement dans son sigle et oublié de réajuster son sigle à sa nouvelle mission qui ne comprend plus le développement. Les sanctions prononcées n'ont pas pour objet le développement du Mali.

Les autorités de Bamako avaient commencé à négocier les délais avec une proposition de transition militaire de quatre ans au lieu de cinq, ne comptant pas les périodes passées. Mais ce délai été jugé « inacceptable » par la CEDEAO qui exigeait un délai plus rapproché de la date butoir du 27 février 2022 préalablement accepté par les différentes parties.

Il faut noter que de nombreuses sanctions ne sont pas applicables sans l'intervention de puissances étrangères dont la France. Par exemple,

- le gel des avoirs du Mali auprès de la BCEAO qui ne peuvent convertir le FCFA sans l'aval du Trésor français, donc de la France.
- La fermeture des frontières avec les États membres qui se limitent à bloquer les importations et exportations du Mali passant par les pays amis de la France ;
- la suspension des transactions qui sont libellées en FCFA car dépendant en dernier ressort de la France ;
- le retrait des ambassadeurs de la CEDEAO du Mali, et de nombreuses interdictions à l'encontre des personnes...

La réponse ne s'est pas fait attendre. Dans le cadre de la réciprocité et en référence aux textes de la CEDEAO, les décisions de la CEDEAO sont illégales et le Mali

Les autorités militaires maliennes, par la voix du ministre et porte-parole du gouvernement, Abdoulaye Maïga, ont :

- condamné énergiquement « les sanctions illégales et illégitimes » ;
- regretté que la CEDEAO mais aussi l'Union économique monétaire Ouest-africain « se fassent instrumentaliser par des puissances extra régionales aux desseins inavoués, à savoir la France, l'Union européenne. Cela n'empêche certains pays de l'Union européenne d'engager des discussions bilatérales avec le Mali, compte tenu du soutien de la Russie au Mali dans le cadre des accords militaires entre deux États pour assurer sa sécurité contre une ingérence étrangère ;
- fermé ses frontières aériennes et terrestres avec les États membres de la CEDEAO ;
- rappelé ses ambassadeurs de tous les pays de la CEDEAO ;



- et indiqué que si des pays venaient à s'aventurer sur le territoire malien ou l'espace aérien malien, des ripostes étaient possibles avec la responsabilité des agresseurs ;
- proposeront d'autres décisions notamment au plan financier pour sortir de l'impasse du Franc CFA.

Entretemps, la France a tenté de faire passer une résolution contre le Mali au conseil de sécurité des Nations Unies, mais a échoué car la Russie et la Chine s'y sont opposés. De nombreux pays africains se sont alignés sur la position de la France.

La même France qui assume la présidence tournante de l'Union européenne profite de cette position pour faire adopter une sanction de l'UE contre le Mali. Il s'agit d'après le ministre des affaires étrangères françaises, Jean-Yves Le Drian, « d'asphyxier » le Mali si les autorités militaires maliennes ne respectaient pas leur engagement de faire retourner le pouvoir au civil dans un délai court.

Nous sommes donc dans un **rapport de force** avec deux camps aujourd'hui :

- d'une part, la France et ses anciennes colonies qui lui sont restées fidèles, et quelques pays africains l'Union européenne et certains pays occidentaux ;
- de l'autre, le Mali, la Russie, la Chine et quelques pays africains, mais aussi certains pays occidentaux qui s'opposent à la néo-colonisation française en Afrique.

La réponse à votre question va dépendre de ce bras de fer, dans lequel, la France pourrait se laisser enliser car le Mali, au-delà du coup d'Etat et de la transition, doit accepter sa défaite au Mali, suite à huit années sur le territoire malien sans résultat notable et surtout avec beaucoup d'improvisations qui témoignent d'un manque de sérieux quant à la résolution du problème malien.

2. Dans la mesure où le pays comme beaucoup d'autres est un gros emprunteur, quelles sont les alternatives qui se présentent aux autorités maliennes. Elles auraient par exemple fait appel à la Diaspora, ce sera suffisant ?

YEA : Selon la Banque mondiale, le stock de la dette totale du Mali s'élève à environ 6 milliards de \$EU en 2020, essentiellement due à des entités publiques. Le revenu national brut du Mali s'élève à environ 16,7 milliards de \$EU en 2020. Les réserves internationales du Mali ne sont pas documentées dans les principaux rapports officiels, mais seraient estimées à 6 mois d'importation et d'autonomie.

Les Autorités maliennes de Transition sont en train d'améliorer la transparence et la gouvernance dans le pays, deux piliers du Plan d'action de la Transition afin d'évoluer vers une croissance soutenue, forte et plus inclusive.

Il n'est donc pas possible d'asphyxier le Mali si les pays comme la Russie, la Chine, la Turquie et d'autres en Afrique, ne cèdent pas aux pressions d'ingérence étrangères. Aussi, les alternatives passent par 5 points principaux :

- 2.1 Une meilleure gouvernance sans corruption est menée par les nouvelles autorités maliennes, ce qui est déjà le cas où une partie des déficits liée à la corruption est en train d'être corrigée ;
- 2.2 Le Mali doit changer de partenaires stratégiques en officialisant la rupture avec la France. En effet, les pays soutenant aujourd'hui la France, finiront par abandonner la France pour avoir des échanges bilatéraux pour que leurs intérêts soient préservés, surtout que les Etats-Unis ne semblent pas s'opposer au nouveau partenariat entre le Mali et la Russie ;



- 2.3 Le Mali devra suspendre ses relations avec la CEDEAO, l'UEMOA et ouvrir des comptes auprès des pays amis en dehors du FCFA afin de ne plus passer par les fourches caudines de la France, via l'obligation de convertibilité du Franc CFA en devises, une décision coloniale et datant du nazisme monétaire. Cela permettrait d'avoir des facilités et d'emprunter sur le long terme avec des partenaires stratégiques comme la Russie, la Chine, mais peut-être des pays occidentaux peu fiers de la position française en Libye, au Sahel, dans les pays de la zone franc et bien-sûr au Mali ;
- 2.4 Un soutien de la Diaspora doit s'intensifier, mais ne représente qu'environ 1 milliard de \$EU en 2020 et pourrait diminuer compte tenu des conséquences de la COVID-19 ; Le soutien de la Diaspora malienne ne sera pas suffisant pour les grands projets d'investissement y compris dans la santé ; et
- 2.5 Le Mali devra mettre en place un système de partenariat public-privé pour attirer les investisseurs étrangers pour mettre en valeur les nombreuses ressources du pays et assurer la participation active des Maliens, de l'intérieur comme de l'extérieur afin de créer des emplois décents localement.

3. *Les institutions financières internationale comme la Fonds monétaire international (FMI) ou le Groupe de la Banque mondiale (GBM) pourraient-elles également décider de sévir sous la pression de Paris ? Si oui, avec quelles conséquences pour le Mali ?*

YEA : Oui les institutions de Bretton-Woods, Banque mondiale, FMI, mais aussi la Banque africaine de développement, pourraient décider d'accompagner les sanctions de la France et de la CEDEAO au lieu d'accompagner le pays dans sa transition vers la fin du terrorisme, le retour d'élections libres dans ce pays. En effet, le conseil d'administration du FMI, de la BM et même du Fonds africain de développement (FAD) de la BAD sont majoritairement dans les mains des pays occidentaux. Les conséquences directes sont l'asphyxie monétaire et financière pour le Mali. Mais ceci n'était possible que si le Mali était isolé militairement. En référence, l'isolement de la Côte d'Ivoire sous Laurent Gbagbo peut-être en partie expliquer, non justifier, les bombardements de la présidence ivoirienne sous Laurent Gbagbo par des militaires dont ceux de la France en Côte d'Ivoire...

Comme il s'agit maintenant d'un rapport de force au Mali, la question est de savoir qu'elle est le niveau de dépendance de la France, de l'Union européenne de la Russie et de la Chine ou des véritables partenaires du Mali dans ce dossier. Vous serez étonnés qu'un pays comme l'Allemagne qui dépend du gaz de la Russie pourrait rapidement abandonner, officiellement ou officieusement, la France et la Françafrique dans sa stratégie non constructive au Mali.

Donc, tout va dépendre de la réalité du soutien de la Russie et de la Chine au Mali. La France pourrait découvrir la transition qu'elle impose au Tchad en termes de durée ne peut être différente de la transition qu'elle souhaite au Mali. En définitive, est-ce vraiment à la France, via la CEDEAO et l'UEMOA, en utilisant l'Union européenne, de laisser faire la France continuer à faire de l'ingérence dans les affaires africaines, malienne en l'occurrence ?

Les incantations du retour à la démocratie par la France ne s'est pas révélée exacte en Libye, ni dans de nombreux pays de la zone franc. Mais dans les pays africains où le coup d'Etat constitutionnel a été avalisé et même organisé, la position d'organisation du futur des peuples africains, du peuple malien en l'espèce, par un pays étranger pose problème. Avec la Rwanda, la Centrafrique et maintenant le Mali, il est possible que la période de « rupture » avec un pays ex-colonial pourrait devenir une condition sine qua non pour



Afrocentricité Groupe d'influence
Afrocentricity Think Tank

www.afrocentricity.info
info@afrocentricity.info

réussir une transition en Afrique, par des Africains indépendants. Les pays africains qui cherchent à retrouver une indépendance économique devront apprendre à s'organiser en des sociétés discrètes et spirituelles pour avoir une stratégie commune au service du Peuple.

La communauté internationale est divisée car certains ont compris que l'Afrique, le Mali en particulier, n'a jamais agressé aucun pays, ni aucune personne. Les Africains devront se positionner pour défendre leurs intérêts légitimes d'habiter chez eux.

13 janvier 2022.

Je vous remercie.

Dr. Yves Ekoué AMAÏZO

Economiste, Directeur Afrocentricity Think Tank

www.afrocentricity.info